

Chroniques Géopolitiques – Vendredi 23 février 2024

Les sujets du mois :

- **Sujet 1 : Élections présidentielles en Indonésie**

L'usage des réseaux sociaux permet de rendre plus « sympathique » l'image de certains candidats, dont le général Prabowo lors des élections présidentielles indonésiennes. Le général est le gendre du dictateur Suharto, dont il a été l'impitoyable commandant des forces spéciales jusqu'à sa chute en 1998. Favori dans les sondages, il a beaucoup utilisé Tiktok pour mener sa campagne électorale, on l'a donc surnommé « Général Tiktok ». Tiktok est un réseau de distraction avec une grande capacité de diffusion pouvant provoquer des centaines de millions de vue. La popularité du contenu de Prabowo est notamment un effet générationnel, la moitié des votants étant âgés de moins de 40 ans. Le général a gagné avec 56% des suffrages et a fait l'objet de plusieurs recours pour des irrégularités très mineures : liste électorale mal tenue, retard dans les bureaux de vote... La campagne électorale à travers Tiktok a ainsi permis de redorer l'image d'une personne controversée. Cette élection indonésienne était considérée comme un test : on peut se demander si l'usage massif de ce type d'application, et le recours de l'intelligence artificielle, notamment pour créer des *fakes*, peuvent constituer un danger pour la démocratie.

- **Sujet 2 : Crise de l'agriculture européenne**

Le mouvement de protestation des agriculteurs touche toute l'Europe. Globalement, les agriculteurs demandent l'amélioration de leur revenu et l'assouplissement des normes restrictives auxquelles ils font face dû au changement climatique comme la loi de verdissement de la production agricole. Avec la création de la PAC en 1962, toutes les politiques européennes se résumaient à améliorer les revenus des producteurs et permettre suffisamment de ressources agricoles pour subvenir aux besoins d'après-guerre. Le passage à une économie industrielle et de service a laissé une place moindre à l'agriculture dans les priorités politiques. Cette situation a par ailleurs créé une grande disparité entre les gros agriculteurs et petits agriculteurs notamment avec la crise économique, les productions de masse sont encouragées car moins chères en production et à l'achat. Concernant l'impact politique, la lumière est mise sur les prochains scrutins européens, des partis politiques ont été créés afin de défendre le droit des agriculteurs, tandis que les partis déjà existants intégraient leurs doléances. Face à la colère des agriculteurs, les gouvernements européens ont été amenés à faire des concessions, comme la France et l'Allemagne sur la subvention au diesel ou encore la Grèce sur l'électricité. Au niveau de l'UE, certains plans qui visent à réduire l'usage de pesticides ont été abandonnés et les objectifs de réduction du Co2 ont été diminués. Or, à l'échelle mondiale, la PAC est accusée d'être un mécanisme de protection capitaliste européen, alors que la sécurité alimentaire est devenue un sujet d'inquiétude majeur à l'échelle internationale, du fait notamment de la multiplication des conflits dans le monde.

- **Sujet 3 : Porte-avions français**

Les sujets militaires s'imposent dans l'agenda de recherche quotidien de l'IFRI. Les sujets des stocks d'armement, la doctrine de défense, la capacité de l'État à protéger les citoyens d'une éventuelle attaque, prennent une grande place dans le débat politique français. L'armée française communique énormément sur le sujet de son porte-avions, le Charles de Gaulle, car il coûte très cher ; la construction d'un nouveau porte-avions a été décidée en 2020, et le processus devrait aboutir aux horizons 2034/2035. L'armée doit convaincre les décideurs politiques de la pertinence de ces dépenses, qui doivent aussi permettre à la France de démontrer sa capacité d'innovation.

Thème du mois : « Les relations transatlantiques mises à l'épreuve »

La question du transatlantique revient à évoquer la faiblesse politique européenne et l'évolution des relations économiques entre l'Europe et les États-Unis. Quel avenir stratégique se dessine, à partir des États-Unis, et grâce à la courroie de transmission qu'est l'OTAN, si ses objectifs seront partagés par les Européens ?

La relation UE-États Unis s'est construite sur l'importation de matières premières et le commerce triangulaire jusqu'à la 2^{de} guerre mondiale. Avant la seconde guerre mondiale, les États-Unis représentaient 20% du PIB mondial ; leur entrée tardive dans la 1^{ere} guerre mondiale, situation qui se répètera lors de la 2^{de} guerre mondiale, les met en première ligne. Le président Wilson affirme que la responsabilité morale des États-Unis est de propager la démocratie dans le monde. Le partenariat entre l'Europe et les États-Unis est porté par le courant atlantiste, et après la seconde guerre mondiale les États-Unis et l'Europe se rapprochent encore pour contrer l'URSS. La création de l'OTAN, alliance militaire qui met en avant le respect des principes de la démocratie et du droit y fait suite. Sur toute la période 90-2000, l'élargissement de l'OTAN se poursuit, avec un objectif plus politique que strictement militaire. Dans le même temps, les États-Unis dominent le monde militairement et économiquement et l'Europe est en demande de protection systématique. En échange de cette protection, les pays européens doivent aussi acheter des armes américaines. Plus récemment, émerge aux États-Unis une exigence vis-à-vis de l'Europe, qui devait régler ses propres affaires, ou au moins prendre sa part du fardeau stratégique : on fait état de la grande disparité entre les dépenses américaines et européennes du point de vue de la défense.

La tonalité de la relation UE – États Unis dépend notamment du président américain au pouvoir. Sous Bush : il invoque l'article de solidarité pour que l'Europe vienne en aide aux États-Unis lors de l'attentat du 11 septembre 2001. La France, l'Allemagne, l'Angleterre commencent à introduire des nuances sur les choix des États-Unis. Sous Obama : il n'existe pas d'empathie envers les Européens et l'intérêt américain se réoriente sur l'Asie. Sous Trump : l'Europe est malmenée, et entrevoit que les arrangements de la guerre froide sont obsolètes. Sous Biden : Un espoir de relations plus fluides pour les européens, toutefois il utilise le multilatéralisme comme un outil de puissance américaine. Aujourd'hui, ce qui suscite beaucoup d'inquiétudes est le chaos géopolitique que pourrait engendrer le retour de Trump au pouvoir.

Concernant les prochains sujets de désaccords transatlantiques, on peut réfléchir au retrait américain du Moyen- Orient, à la pérennité de l'investissement américain sur la sécurité de l'Europe, au souhait américains d'amener les Européens sur une ligne de fracture avec la Chine ; et aussi à la nouvelle orientation protectionniste de la politique économique américaine.

Les questions :

1. Existe-t-il des alternatives à l'OTAN, l'Europe de la défense pourrait-elle se concrétiser ?

L'OTAN a survécu à la guerre froide qui l'avait créée. C'est plus qu'une alliance militaire, c'est le lieu de construction de l'identité occidentale. L'UE, membre annexe de l'OTAN, a une identité politique sans pilier de défense, elle s'est construite sur l'échec de la CED. La réflexion est aujourd'hui relancée sur la possibilité d'une défense européenne autonome. Pour cela, le SCAF, système de combat aérien du futur est une étape. Le 75^{ème} anniversaire de l'OTAN pourrait être bouleversé par l'élection américaine. Emmanuel Macron se prépare à une demande de leadership français, et tente d'imposer un leadership européen sur les questions politiques.

2. L'enjeu n'est-il pas pour chacun de se faire payer la modernisation ou la croissance de son industrie de défense par d'autres ?

La croissance des industries de défense, le maintien de leur capacités d'innovation, dépend en grande partie des marchés extérieurs qu'elles s'ouvrent : pour les Français au Moyen-Orient, mais pensons aussi à la vente de nos avions rafales à l'Inde, à la Grèce. Cette course au client entretient cependant intentionnellement un climat d'anxiété sécuritaire : la diplomatie perd du terrain chaque jour face aux discours sécuritaires et militaristes que tiennent les gouvernements pour soutenir le secteur économique de la défense.